

La "Tragédie" en Afghanistan depuis les années 1980 et la "Farce" actuellement au Mali

Source : <http://www.vp-partisan.org/article958.html>

I) Les pompiers-pyromanes

Hegel disait en substance que tous les grands évènements et les personnages se répètent. Et Karl Marx d'ajouter : "La première fois comme tragédie, la seconde occurrence comme une farce".

La tragédie vécue par le peuple afghan avec la prise du pouvoir les islamistes soutenus par l'Occident vient de se répéter en "farce" douloureusement subie actuellement par le peuple malien, en particulier par les populations de la "partie Nord" du pays.

Dans les années 1980, les pays occidentaux ou "le Monde libre, démocratique et civilisé" soutenaient "les combattants de la liberté" dans la lutte contre le social-impérialisme [i] russe qui avait envahi l'Afghanistan. Ces dits combattants avaient à leur tête un certain mentor : Ousmane Ben Laden, milliardaire proche de la dynastie saoudienne travaillant étroitement avec la CIA et futur fondateur du label ou de la nébuleuse "Al Quaida". Les soutiens occidentaux ne négociaient pas leurs aides en dollars et en matériels. On sait que le tournant de cette guerre fut la livraison par les USA de missiles Stinger [ii] à leurs alliés islamistes intégristes d'alors. Dès le début de leur utilisation, les avions et les hélicoptères russes commencèrent à tomber comme des mouches. Après la défaite et la retraite de l'ex-URSS, les seigneurs de guerre continuèrent à guerroyer entre eux jusqu'à détruire la capitale afghane Kaboul. Et sur ce terrain que les Talibans prirent le pouvoir en 1996. Un évènement salué ainsi par Madeleine Albright, la Secrétaire d'État des États-Unis à l'époque : "c'est un pas positif" [iii]. Et les USA ont continué jusqu'en juillet 2001 à négocier avec le régime des Talibans entre autres sur le passage d'oléoducs pour le pétrole, soit moins de deux mois avant les fameux attentats du 11 septembre !

Mais quel rapport de tout cela avec la situation actuelle au Mali ?

En 2012, les mêmes pays occidentaux ont mis le paquet pour se débarrasser de leur allié Kadhafi. Pourtant malgré les péripéties dans leurs relations, le business entre la Libye et l'Occident a été pour l'essentiel prospère. Sur le plan géopolitique, par une ironie de l'histoire, l'ancien parrain du "terrorisme" contre l'Occident est devenu un allié dans la lutte contre le "terrorisme". Les preuves de la coopération dans ce domaine entre les services secrets occidentaux et leurs homologues libyens sont nombreuses et irréfutables [iv]. En outre, la Libye de Kadhafi a servi de garde-frontières pour l'Union Européenne [v]. Tout cela ne suffisait plus car Kadhafi serait devenu trop lunatique ou trop incontrôlable à leurs goûts. Pour en finir, "le monde libre, démocratique et civilisé", sous la

houlette de la France et de l'Angleterre, est intervenu massivement pour "soutenir la révolution libyenne"^[vi]. Avec la chute du régime de Kadhafi, un impressionnant arsenal d'armes se volatilisa dans la nature, aussi avec ses serviteurs à savoir de milliers d'intégristes islamistes et de milliers de Touaregs qui avaient été engagés dans la légion africaine. Leur arrivée aux confins des frontières de ces pays (Algérie, Mali, Niger, Mauritanie etc.) a été l'évènement déclencheur de la crise actuelle au Mali. Elle n'en est pas l'unique cause, car d'autres facteurs étaient déjà à l'œuvre.

Mais avant d'en venir à ces facteurs, il serait utile de décrire comment s'est déroulée l'implication des islamistes et des Touaregs dans le jeu politico-militaire du Mali.

II) Le renforcement de l'AQMI^[vii] et le retour des Touaregs dans leurs pays d'origine

Depuis plusieurs années, l'AQMI est actif dans ces zones de frontières sur lesquels ces pays n'arrivent pas à exercer un contrôle total. Les islamistes armés d'origines diverses venant de Libye ont rejoint les bases de leurs frères d'armes de l'AQMI dans leur no man's land. Ils rejoignent par la suite un mouvement islamiste malien Ansar Dine^[viii] qui était à l'époque embryonnaire sur le plan militaire.

Tandis que la situation était différente pour les Touaregs^[ix] qui retournaient dans leurs différents pays d'origine puisque qu'ils appartiennent à une communauté à cheval sur différents pays : Mauritanie, Niger, Mali etc. Le MNLA^[x] récuse le terme de mercenaires pour ces militaires rentrés de Libye. Même s'ils ne sont pas en tous points comparables aux descendants des survivants du génocide rwandais de 1959 qui se sont organisés et entraînés dans le FPR^[xi] en Ouganda avant de venir prendre le pouvoir au Rwanda en 1994, ils sont revenus combattre pour les mêmes raisons 15 à 20 ans avant et sans l'appât du gain. Leur traitement diffère selon les pays. Au Niger ils ont été intégrés dans l'armée avec le même grade qu'ils avaient dans l'armée libyenne, en Mauritanie ils ont été désarmés, puis sous surveillance ou emprisonnés. Au Mali, le régime du président Amadou Toumani Touré (ATT) opère autrement : certains groupes Touaregs sont désarmés, d'autres non. Aucune offre globale et cohérente de réinsertion ne leur a été faite. Aucune négociation sérieuse n'a été non plus entamée avec le MNLA. En procédant ainsi, ATT voulait instrumentaliser la nouvelle force armée des Touaregs pour s'imposer dans une lutte d'influence au sein de l'appareil d'État, surtout au sein de l'armée malienne dont il se méfiait^[xii]. C'est la continuation d'une tactique de l'État malien avec ces composantes :

- une politique continue de marginalisation et de discrimination envers les Touaregs^[xiii] ;
- une instrumentalisation de la présence de l'AQMI à des fins maffieuses de trafic de drogues et de l'industrie juteuse du rapt des otages au niveau financier et au niveau politique comme intermédiaire entre les Occidentaux et l'AQMI. Le messenger d'ATT n'était personne d'autre qu'un ancien conseiller de son appareil diplomatique en Arabie Saoudite. Pour le MNLA, ATT utilisait l'AQMI pour isoler, discréditer et liquider le mouvement Touareg.

Devant cette impasse politique et les contradictions au sein de l'État, la branche militaire du MNLA lance une offensive militaire qui se traduit par une débandade de l'armée malienne et une conquête de toute la partie septentrionale du Mali, autrement dit l'Azawad selon la terminologie du MNLA. Cependant, ce contrôle sera de courte durée car Ansar Dine alla s'incruster dans la zone d'influence du MNLA pour essayer de pactiser avec lui avant de l'attaquer et de le vaincre militairement. Dès lors sur le plan militaire, le MNLA est hors-jeu, le conflit oppose Ansar Dine et ses soutiens à l'État malien. La supériorité militaire d'Ansar Dine épaulée par l'AQMI fut écrasante. Outre leur armement important pillé de l'arsenal libyen, ces forces islamistes disposeraient de fortes réserves en devises laissant deviner un financement en provenance des pays du Golfe ou de l'Arabie Saoudite avec lesquels certains dirigeants d'Ansar Dine auraient des liens au moins dans le passé. Autrement dit une aide probablement en provenance de pays alliés à l'Occident. Par ailleurs, le fiasco et l'humiliation de l'armée malienne allait avoir des répercussions politiques majeures.

III) Un régime démocratique corrompu et discrédité

Sous la direction du capitaine Sanogo, des officiers de second rang réagirent à l'affront qu'ils viennent de subir en renversant le régime ATT qui a été par la suite exfiltré à Dakar au Sénégal où il vit actuellement en exil. Ce coup d'État a été applaudi avec enthousiasme par une grande majorité de la population qui est descendue spontanément dans les rues pour soutenir la nouvelle junte militaire. C'est à ne rien y comprendre de la part des personnes pas au courant de la nature profonde de la démocratie malienne :

- Comment un coup d'État très populaire et une déliquescence des institutions ont-elles pu avoir lieu dans un pays présenté comme un modèle démocratique avec une alternance[xiv] ?
- Comment comprendre la survenue d'un tel coup d'État à quelques semaines d'une élection présidentielle ?

Depuis la fin du régime militaire du Général Moussa Traoré renversée par une insurrection populaire, la corruption s'est progressivement aggravée avec les régimes civils. La population est excédée par les connivences, les manœuvres, le partage du gâteau au sommet de l'État entre le pouvoir et "l'opposition". L'achat des consciences, les combinaisons politiciennes et une presse réalisant des articles ou des émissions sur commande, tout cela a fini par dégoûter le malien en général du cirque démocratique.

A ce jour et à ce jeu, le summum de la corruption fut atteint avec ATT qui a été très populaire pour avoir été le militaire qui a remis le pouvoir aux civils et qui a troqué sa tenue de Général pour se présenter 10 ans plus tard au suffrage universel. ATT a voulu jouer au plus fin avec tout le monde. Avant d'en venir avec ses manigances avec les puissances étrangères, décrivons d'abord le décor intérieur malien de ses manipulations et de ses intrigues :

- ATT était président d'un régime de type semi-parlementaire sans disposer d'un parti ayant la majorité au parlement. Pour se constituer une majorité à géométrie variable de circonstances, si la ruse ne suffit pas, ATT sort le chèque. Pour lui tout

politicien malien est achetable, il suffirait d'en mettre le prix. Cela s'inscrit dans la tradition de la démocratie malienne où à chaque alternance ou plutôt à chaque changement de président, les "perdants" retournent leurs vestes pour avoir toujours accès à la "mangeoire".^[xv]

- Le régime n'a jamais voulu ni négocier sérieusement avec le MNLA, ni privilégier une solution militaire pour vaincre la rébellion Touareg^[xvi]. Une politique volontariste de développement de cette région n'a jamais été initiée, même s'il faut noter que l'infrastructure routière s'est considérablement développée ces dernières années^[xvii]. Par contre, le régime n'hésitait pas à proposer des strapontins ministériels ou des chèques à des dirigeants du mouvement. Décidément, cette inclinaison à la pratique du débauchage était une seconde nature de ce régime.
- Le régime d'ATT était l'intermédiaire dans les négociations entre les pays occidentaux et l'AQMI sur la question des otages. La base sociale du régime d'ATT s'enrichissait entre autres de cette industrie du rapt des otages et du trafic de drogues à travers le no man's où opèrent les groupes islamistes armés.
- Le régime d'ATT utilisait certes l'armée régulière contre ces groupes armés mais sans lui donner les moyens demandés par les officiers. ATT avait peur de son armée et se serait bâti une réputation d'un "militaire qui ne veut pas la guerre".

Sans la crise libyenne et la chute du régime de Kadhafi avec l'approvisionnement en hommes et en armes aux groupes armés Touareg et islamique, le régime d'ATT aurait continué son "jeu d'équilibriste". Mais la popularité des militaires qui l'ont renversé a été de courte durée. Ils se sont enrichis à une vitesse exponentielle. Selon différentes sources, les recettes douanières du pays sont transférées journalièrement au quartier général des officiers putschistes au camp militaire de la ville de Kati.

L'autre versant de ce "jeu équilibriste" est constitué par les relations du précédent régime malien avec les puissances étrangères. Le complément de ce pan est nécessaire pour une meilleure compréhension de la crise actuelle et des raisons de l'intervention de l'armée française.

IV) Les relations du régime d'ATT avec TOUS les pays impérialistes : la Chine et les pays occidentaux

Il y a un signe qui ne trompe pas en visitant Bamako, la capitale du Mali : c'est l'énormité du complexe constitué par l'ambassade de la république populaire de Chine^[xviii]. En forçant un peu les traits, les ambassades des pays occidentaux passent pour des cages à lapins au regard de ce colossal édifice. La Chine fait plus que tailler des croupières sur le plan économique à ces pays occidentaux et surtout la France dans ce qui était leur chasse gardée, en effet elle est en train de conquérir l'hégémonie au Mali. Pour renforcer ses positions, la Chine utilise, entre autres, son matelas de monumentales réserves de devises^[xix] pour accorder des prêts à taux réduits sans le type de conditionnalité des pays occidentaux.

Cette place grandissante de la Chine était la première pomme de discorde entre le régime

d'ATT et les pays occidentaux, en particulier la France[xx]. En s'appuyant sur le contre-poids de la Chine, le régime d'ATT refusait l'installation de bases militaires occidentales ou françaises sur son territoire malgré les demandes répétées de la France. Alors que le voisin mauritanien est une base arrière de l'OTAN, avec ses drones, ses stations d'écoute, ses conseillers militaires etc. Cela constituait la deuxième pomme de discorde entre le régime d'ATT et surtout la France.

La troisième pomme de discorde entre la France et le régime d'ATT était constituée par les réticences du régime d'ATT à faciliter la "réadmission des émigrés" avec en général le refus de l'ambassade ou des consulats de reconnaître ses ressortissants et de délivrer un sauf-conduit tenant lieu de passeports pour leurs expulsions. Pourquoi ? Parce que comme le leur conseillent bien les associations de sans-papiers ou de soutien aux sans-papiers[xxi], les personnes menacées d'expulsion détruisent toutes leurs pièces d'identité.

Si le gouvernement malien n'a pas accepté toutes les exigences de France en matière de "contrôles des flux migratoires", c'est à cause de la pression du mouvement populaire et démocratique. En effet l'importance de l'apport des devises envoyées par la grande communauté émigrée malienne (surtout de France) permet de soutenir de très nombreuses familles et de financer plusieurs microprojets. Cette manne représente le premier poste de la balance des paiements du Mali, très loin devant le montant de "l'aide internationale" ou de "l'aide au développement".

Avec tout ce passif, la crise actuelle constitue un pain béni pour la France pour reprendre pied et essayer de regagner le terrain perdu au Mali.

Et ce n'est pas tout. A ces trois pommes de discorde, il faudrait ajouter la raison stratégique fondamentale de l'intervention de la France : l'uranium et les hydrocarbures.

Et pourquoi l'uranium ? Ce n'est un secret pour personne qu'environ 75% de l'électricité en France est d'origine nucléaire, or le sous-sol français ne contient aucun gramme prouvé d'uranium pour alimenter les centrales nucléaires. Les gisements d'uranium "garants de l'indépendance énergétique"[xxii] se trouvent ... au Niger ! Ils sont exploités par la société française AREVA dans des conditions dramatiques pour les populations locales. Les gisements d'uranium de la bande d'Aouzou au Tchad peuvent être considérés comme des réserves stratégiques de la France dans la mesure où le régime d'Idriss Déby au pouvoir dans ce pays est un proche allié de la France[xxiii]. L'instabilité actuelle au Mali est une réelle menace aux sources d'approvisionnements actuelles ou potentielles de la France. Car le Mali est frontalier du Niger qui est frontalier du Tchad. Or toute cette sous-région est un vaste espace désertique avec des frontières poreuses ou difficilement contrôlables par les États respectifs.

Et quid des hydrocarbures ? C'est un secret de polichinelle que le champ de bataille actuellement entre les groupes islamistes armés et l'armée française regorge d'énormes gisements d'hydrocarbures[xxiv].

Dans l'hypothèse que les arguments et les faits avancés ci-dessus sont valides et/ou avérés,

le caractère impérialiste de l'intervention militaire française ne fait aucun doute. Les motivations profondes et réelles de l'intervention ne sont nullement une lutte contre l'intégrisme. Même les affirmations du gouvernement français, selon lesquelles la protection des ressortissants français figure parmi les priorités de l'intervention, sont démenties par des membres de l'état-major de l'armée française au Mali. Pour eux, en substance, le sort de ces ressortissants est le cadet de leurs soucis[xxv]. Des puissances occidentales alliées inconditionnelles et durables des régimes moyenâgeux et islamiques de l'Arabie Saoudite et des émirats du Golfe persique sont disqualifiées pour être à l'avant-garde d'un combat contre l'intégrisme islamique. Dès lors, on peut s'étonner du consensus suscité par l'intervention de la droite à la "gauche", non seulement en Occident, mais aussi en Afrique ?

En guise d'explication, on peut oser formuler les pistes suivantes :

- En Europe et en France en particulier, les interventions militaires françaises ont eu lieu dans le passé sous des gouvernements de "gauche" comprenant des écologistes et des "communistes". C'était la même unanimité en France durant l'intervention militaire en Libye soutenue jusqu'au bout par les Verts. Même le "gauchiste" Jean-Luc Mélenchon l'avait approuvée avant de se rétracter[xxvi]. Concernant les Verts, ce n'est pas étonnant, car ils ne sont plus des "réalistes participants aux responsabilités", mais ce sont des "va-t-en en guerre" défenseur des "intérêts de la France" et bénéficiant du fromage des postes ministériels, d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et au Sénat. Or ce fromage, il faut le payer. Et cela se paye avec le pillage et l'exploitation accentuée du sang et de la sueur des "pays pauvres" ou plutôt des peuples de ces "pays pauvres".[xxvii] Eh bien, on ne mord pas la main qui te nourrit ! A cet élément, en citant le philosophe Étienne Balibar, il faudrait ajouter la trouille[xxviii] envers l'islam qui est en fait la première religion en Europe, en Occident en général. Cette islamophobie n'est pas le monopole de l'extrême droite, elle est largement diffusée au sein de la droite et de la "gauche". Ses racines sont profondes et remonteraient au moins aux "Lumières"[xxix]. Sans qu'il remplace entièrement l'antisémitisme qui reste vivace et doit être inconditionnellement combattu, l'islamophobie actuelle serait la métaphore de l'antisémitisme ambiant et virulent dans les années 1930 en vogue en Occident et surtout en Europe[xxx]. Antisémitisme dont le paroxysme fut atteint avec l'extermination de plus de 6 millions de Juifs en Europe durant la guerre 1939-1945.
- En Afrique de l'Ouest en général, avec les ouvertures et les alternances démocratiques depuis les années 1990, la quasi-totalité de la "gauche " ou de l'ancienne gauche extra-parlementaire ou antiparlementaire est phagocytée dans l'appareil d'État. Ce sont des anciens conseillers, anarchistes, situationnistes, trotskystes et maoïstes qui peuplent maintenant les palais présidentiels, les cabinets ministériels. Pour le cas du Sénégal, l'actuel président Macky Sall a eu à flirter avec le mouvement maoïste. Le constat est le suivant : sous le climat tropical aussi, on ne mord pas non plus la main qui te nourrit ! Sur la question de l'islam, il y a une différence notable entre les "élites" d'Occident et celles d'une grande partie des

pays ouest-africains où la grande majorité de la population est musulmane. Ces dernières n'ayant pas une base sociale étendue et en déficit de légitimité nouent des alliances très étroites avec les hiérarchies religieuses. Par exemple au Sénégal, c'est une alliance avec les confréries maraboutiques. Au Mali, c'est une alliance avec les autorités religieuses traditionnelles à qui le pouvoir a fait de grandes concessions avant l'intervention de l'armée française : création d'un ministère des affaires religieuses, organisation de meetings islamiques remplissant des stades à Bamako comme si les islamistes intégristes armés disposaient d'un bras politique dans la capitale [xxxii].

Par ailleurs, il faudrait signaler que cette guerre contre les islamistes armés est une guerre inévitable aussi bien pour les classes dominantes des pays ouest-africains et maghrébins que pour les puissances occidentales. Il n'est pas besoin d'être fin stratège pour s'en rendre en jetant un coup d'œil sur la carte ci-jointe : le Mali est frontalier avec ses 7 pays africains ou maghrébins. Ne rien faire comme en Somalie en laissant un pays aux hordes intégristes islamistes serait inenvisageable. Mais intervenir militairement n'est pas sans risques.

Donc après les tentatives d'explication des raisons de l'intervention militaire française, il serait maintenant important d'évoquer les perspectives de cette crise et de cette guerre tant pour les bourgeoisies des pays alliés dans cette guerre que pour le peuple malien.

V) Quelles perspectives ?

L'intervention a eu lieu après une longue période de tractations sans résultats tangibles au niveau des Nations-Unies, de l'Union Africaine et de la CEDEAO [xxxiii]. Il est anecdotique de constater, malgré les grandes déclarations enflammées de solidarité envers la France, qu'aucun pays allié de l'OTAN militairement important n'a jusqu'à présent envoyé des troupes au sol. Et les pays africains qui s'y étaient engagés traînent eux aussi les pieds pour acheminer leurs troupes, sinon au compte-gouttes. Cette attitude est expliquée par l'incertitude quant à la durée et à l'issue de cette guerre. Le risque d'un borborygme et d'un enlèvement comme en Afghanistan [xxxiii] n'est pas écarté. Il est même fort probable pour les raisons que voici :

- Le Mali est très vaste, au moins deux fois plus vaste que la France, que les groupes armés connaissent mieux que l'armée française. Même sur un environnement désertique, une guérilla s'adapte mieux qu'une armée régulière. En témoigne l'expérience de l'armée marocaine au Sahara qui n'a réussi à contenir les guérilleros sahraouis qu'en construisant un grand mur derrière lequel elle s'abrite.
- L'opposition de l'armée malienne, du moins des officiers autour du capitaine Sanogo, à cette intervention et aux tentatives d'intervention des troupes des pays de la CEDEAO auparavant. En effet, c'est cette junte militaire qui détenait la réalité du pouvoir avant le débarquement des troupes françaises. Elle a failli assassiner le président en exercice. Elle a aussi arrêté le précédent premier ministre Cheikh Modibo Diarra [xxxiv] qui a aussitôt démissionné ou a été démissionné par l'armée. Les autorités civiles maliennes se méfient pour ainsi dire autant de "leur" armée que des groupes armés islamistes ! Car ce que ces militaires redoutent par-dessus tout,

c'est être arrêtés pour être jugés devant un Tribunal Pénal International pour leurs exactions eux aussi comme l'ont été les ex-présidents du Libéria et de la Côte d'Ivoire : Charles Taylor et Laurent Gbagbo. Dans cette optique, l'hypothèse que des soldats maliens retournent leurs armes contre "leurs" alliés français est tout à fait crédible. Comme cela se passe dans l'armée régulière afghane relativement infiltrée par les Talibans.

- Dans le cas où l'armée française arriverait très probablement à reconquérir "le Nord" et que les groupes armés islamistes s'évaporent dans le désert ou dans les montagnes, ce ne serait pas l'armée malienne qui pourrait maintenir l'ordre et sauvegarder cette reconquête. Cette armée s'est décomposée devant les groupes islamistes en laissant plusieurs positions sans combattre. Dans le meilleur des cas, elle mettra longtemps pour être en mesure d'atteindre un niveau crédible de combativité. En attendant, le peuple malien et une partie de son armée pourraient difficilement accepter longtemps une occupation étrangère extra-africaine et/ou africaine

Quant au peuple malien, il est absurde qu'il choisisse entre la peste de l'impérialisme et la peste de l'intégrisme religieux. Même en supposant qu'il y aurait une différence entre les deux comme celle entre la peste et le choléra, s'engager dans une telle voie n'améliore ni le présent, mais en plus sacrifie l'avenir. Le cas de l'Afghanistan est là pour le prouver : la situation y est pire qu'avant l'intervention des puissances occidentales. Or même en Afghanistan, toujours sous la férule de régimes en fait islamistes depuis des décennies, il existe des forces démocratiques laïques comme RAWA[xxxv] contre le pouvoir, contre les puissances occidentales et contre les Talibans. A l'évidence de telles forces existent au Mali, même si elles sont faibles. Pourtant ce sont les seules forces d'AVENIR et "à VENIR" en mesure d'incarner et de réaliser les aspirations légitimes du peuple malien dans ses différentes composantes. Mais la tâche est immense, de longue haleine, vu le champ de ruines laissé par la débandade, la déliquescence de la gauche. Elle serait de trois ordres :

- À court terme essayer de former le front le plus large possible contre les islamistes intégristes armés ; l'intervention impérialiste française, le régime civil corrompu qui a mené le pays dans le naufrage durant des décennies de politique de gabegie, de corruption et de répression des couches ouvrières et populaires comme les ouvriers des mines d'or.
- A moyen terme, construire une force indépendante à même de réaliser une alternative vers un régime laïque démocratique à même d'assurer un bien-être minimal, le progrès social et un respect des libertés démocratiques.
- A long terme :
 - * faire le bilan de tout cet échec de la gauche, cette question du bilan devrait intégrer aussi bien les pratiques que les instruments d'analyse. Il s'agit de faire le diagnostic d'un échec d'une alternative au capitalisme. Cet échec n'est pas du tout une victoire du capitalisme, quelle que soit sa forme étatique ou sa forme libérale. Si un instrument d'analyse ou un outil d'émancipation s'avère inopérant, il faudrait travailler à l'élaboration d'un autre pour le remplacer. Et cela sans dogmatisme ni états d'âme, que cet instrument à remplacer soit le marxisme ou une autre idéologie. En ce qui concerne le marxisme, on ne pourrait que prendre Marx à la lettre quand il déclara dans la "*Critique de la critique critique*" contre les frères Bauer que "*le marxisme est une doctrine essentiellement critique et*

révolutionnaire". Alors s'il advenait qu'il ne l'est plus, il faudrait le jeter, mais pas pour se reposer ou pour rallier la "mangeoire" pour se goinfrer du sang et de la sueur du peuple. C'est ce que font ceux qui invoquent une crise réelle ou supposée du marxisme ou du militantisme pour couvrir ou justifier leur renoncement, leur veulerie, leur reniement et leur retournement de veste et leur passage à l'autre camp de la "mangeoire" avec ce qui leur restait de dignité.

* Analyser la structure socio-économique du Mali en intégrant la question du droit à l'autodétermination des minorités en vue de favoriser la plus large unité possible des classes opprimées et exploitées dans un même cadre, fût-il fédéral ou confédéral le cas échéant;

* Aborder la perspective des transformations sociales dans un cadre sous-régional ou régional. Cette perspective interpelle toutes les forces progressistes en Afrique de l'Ouest et au-delà ;

* Après l'expérience ancienne des régimes militaires et la faillite actuelle des régimes démocratiques civils, la preuve est faite que le capitalo-parlementarisme n'est pas une solution aux problèmes de l'humanité. A l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, tout a été fait jusqu'à présent pour toujours "rassurer les marchés", pour secourir les "pauvres banquiers", pour "soulager les patrons en mal de compétitivité". Et le sort du pauvre ou du prolétaire, oh pardon de l'OVNI appelé citoyen ?

* Il en résulte la nécessité d'une révolution renversant le capitalo-parlementarisme en résolvant au passage les questions nationales, les questions démocratiques, la question agraire de l'accaparement des terres des paysans par les multinationales impérialistes chinoises et occidentales.

Troupes militaires françaises hors du Mali

**Pour l'unité la plus large des différentes
composantes du peuple contre les groupes
islamistes intégristes et contre le régime civil ou
militaire corrompu et impopulaire**

**Pour un front uni des peuples d'Afrique de l'Ouest
contre l'impérialisme et pour le progrès social**

Vive la solidarité internationale

Vive l'internationalisme concret en actes

Un sympathisant VP, le 27 janvier 2013.

[i] Social-impérialiste = socialiste en paroles, impérialiste dans les faits. Devrait-on juger un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même OU BIEN sur ce qu'il est réellement dans les FAITS.

[ii] Ces missiles furent utilisés contre les armées occidentales, mais contre des avions civils

dans les pays dominés. Il y a une psychose dépassant tout entendement de l'intégrisme islamiste en Occident. Alors que dans la réalité, ce sont les peuples des pays "non-Occidentaux" qui en payent le plus lourd tribut : des centaines ou des milliers de victimes en Irak, en Somalie, en Afghanistan, au Pakistan, en Inde, au Kenya etc. Pourtant un spécialiste de l'islam comme Olivier Roy avait conclu à l'échec de l'islam politique c'est-à-dire la non-adhésion de la majorité de ces populations à l'idéologie d'Al Quäida. Si besoin en était, le "printemps arabe" est la confirmation de cet échec. Mais que peut-on faire contre un délire irrationnel instrumentalisé par les pouvoirs en place pour servir de pare-feu à la lancinante question sociale qu'ils ne peuvent pas résoudre : emploi, sécurité sociale, logement, retraites etc. Plus scandaleux, c'est la hiérarchie entre les victimes selon leurs origines. Les victimes des attentats du 11 septembre 2001 sont connues avec des hommages à leurs mémoires ? Et les 400 000 Irakiens morts dans une invasion pour chercher des introuvables "Armes de Destruction Massive" (ADM). Or il y a des ADM qu'on trouve sans chercher :

- C'est la famine devant les millions de tonnes de stock d'aliments des pays dits développés ;
- C'est le sida qui tue des milliers de personnes avec des rétro-antiviraux qui ne sont pas dans le domaine public à cause des brevets détenus par les compagnies transnationales.

[iii] *Le Grand Jeu, op. cit.*, p. 162 ou http://fr.wikipedia.org/wiki/Madeleine_Albright. Le peuple afghan, en particulier les femmes, a dû apprécier ces paroles. Cette attitude des USA est cohérente avec l'alliance stratégique depuis plusieurs décennies avec le régime moyenâgeux fondamentaliste d'Arabie Saoudite fondée sur le deal pétrole contre sécurité. Tous les autres pays occidentaux entretiennent des liens étroits avec ce royaume.

[iv] <http://lesinfos.com/2011/09/09/libye-usa-grande-bretagne-et-france-des-liens-etroits-avec-kadhafi/>

http://www.lepoint.fr/monde/une-collaboration-entre-les-services-secrets-britanniques-et-le-regime-kadhafi-22-04-2012-1454042_24.php

[v] http://www.lepoint.fr/monde/kadhafi-reclame-5-milliards-d-euros-a-l-ue-par-an-pour-stopper-l-immigration-clandestine-31-08-2010-1230409_24.php

[vi] Comment des pays occidentaux qui étaient des soutiens inconditionnels des régimes sanguinaires et corrompus de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Égypte pourraient-ils soutenir une véritable révolution en Libye de leur allié plus ou moins constant Kadhafi ? Les médias ne parlent plus souvent de la Libye, mais la situation y est préoccupante pour la population en butte à des groupes ou seigneurs régnant sur leurs territoires respectifs.

[vii] Al Quäida au Maghreb Islamique.

[viii] Ansar Dine : "Les chemins du compagnon" en langue arabe.

[ix] De ce point de vue, la situation serait comparable à celle des Kurdes auxquels le Traité de Sèvres en 1920 a privé de pays en les dispersant dans 4 États où en général ils subissent une oppression particulière : Iran, Irak, Turquie et Syrie.

[x] MNLA : Mouvement National de Libération de l'Azawad. L'Azawad est la partie Nord du Mali peuplée principalement de Touaregs.

[xi] FPR : Front Patriotique Rwandais dirigé par le général Paul Kagamé.

[xii] La suite alla montrer qu'il n'avait pas tout à fait tort de s'en méfier.

[xiii] Des notables Touaregs ont signifié la volonté d'indépendance de l'Azawad dans sa configuration actuelle à la puissance coloniale française bien avant l'indépendance du Mali en 1960. Les 3 premiers députés Touaregs élus au parlement furent marginalisés avant d'être récusés. Les Touaregs furent massacrés en 1963 avec un régime d'exception. La sécheresse de 1973 a privé de milliers de Touaregs de moyens de survie. Le gouvernement en a profité pour exproprier une partie de leurs terres et les donner à d'autres populations venues d'autres régions sous prétexte que les Touaregs sont nomades et ne sont pas agriculteurs. Les révoltes des années 1990 ont été le prétexte à d'autres massacres de Touaregs. Tous ces épisodes ont alimenté des exodes vers les pays voisins. Avec une destination particulière pour les insurgés vaincus des révoltes de 1990 comme unique base de repli vu leur isolement dans la sous-région : **La Libye**. On saura plus tard l'instrumentalisation que le régime de Kadhafi en a faite. Et leur retour de ces réfugiés des années 1990 a eu un grand impact dans les événements actuels.

[xiv] Au moins au Mali ou au Sénégal, d'une manière sarcastique ou caustique, l'expression "Transhumance" est utilisée à la place de l'expression "Alternance". Cette transhumance symbolise le mouvement où les pasteurs font migrer leurs animaux vers les régions avec plus de pâturages pour pouvoir trouver de l'herbe pour les nourrir en période avancée de la saison sèche. En France, pour le même phénomène politique, on parlerait "d'ouverture".

[xv] Sur ce registre, le Sénégal, naguère présente comme modèle démocratique, n'est pas mal non plus. Il en est ainsi pour plusieurs autres pays.

[xvi] D'autres sources expliqueraient les réticences d'ATT envers une solution militaire du fait des origines Touareg de certains de ses ascendants. Ce qui est fort possible dans la mosaïque malienne.

[xvii] A l'évidence, il y a un contraste entre le "Nord" et le reste du pays. Mais si le visage du "Centre" et du "Sud" a changé avec des écoles, des dispensaires, de l'eau courante et d'autres infrastructures même dans les villages les plus reculés, c'est principalement le fait des émigrés et de leurs associations. Et non de l'État malien. C'est l'occasion de rendre hommage à ces forçats, à cette main-d'œuvre taillable et corvéable à merci qui se serre la ceinture pour contribuer à l'épanouissement des populations de leur pays d'origine malgré l'extrême précarité de leur condition.

[xviii] J'étais sidéré par le gigantisme de cette ambassade en visitant le Mali dans le courant de l'année 2011.

[xix] Avec des avoirs en devises de plus de 3 000 milliards de dollars, la Chine est incontestablement la banquière du monde.

[xx] Il est surréaliste d'entendre en Occident ou en Europe en particulier les avertissements ou les mises en garde aux Africains sur la Chine : vous allez voir comment la Chine va bouffer l'Afrique ! Ces conseillers devraient d'abord méditer sur le bilan cruel de plus de 4 siècles relations entre l'Afrique et l'Occident : Traite esclavagiste, colonialisme, néo-colonialisme. Quand on est porteur d'un tel passé et d'un tel passif, on fera mieux de la fermer, sinon de raser les murs. Ce n'est pas le porc qui devrait donner des leçons de propreté aux autres animaux élevés dans la ferme comme le bouc ! De toute façon, cela ne pourra pas être pire avec la Chine. Et les peuples africains n'endureront pas 4 siècles d'oppression et d'exploitation de la part de l'impérialisme chinois. Il faudrait revenir sur le

sujet.

[xxi] C'est l'occasion de reprendre hommage aussi aux associations de sans-papiers, des associations de soutien aux sans-papiers, au Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) dans leur travail de solidarité. Ils sont à contrecourant d'une opinion dominante considérant l'étranger comme bouc-émissaire. Pourtant ce sont eux qui ont la légitimité d'un point de vue historique, d'un point de vue logique et d'un point de vue arithmétique car les étrangers sont majoritaires sur la planète, même pour la Chine. On vit dans un monde qui marche sur la tête ! Qui construit des murs entre les peuples après la chute du "Mur de Berlin" ? Qui parle de visas, de "contrôle aux frontières", de "maîtrise des flux migratoires" ? Ce sont les mêmes États qui depuis des siècles sous couvert de "mission civilisatrice" ou de "devoir d'ingérence" ont envahi, génocidé, esclavagisé, colonisé les Aborigènes, les Amérindiens, les Kanaks, les Nègres d'Afrique, toute la planète etc. Tout cela ne serait que du passé lointain, dirions-nous ? Mais en 2008, le parlement de l'Union Européenne a adopté à la majorité (c'est-à-dire avec les voix de droite et de "gauche") la "directive Retour" (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:348:0098:0107:FR:PDF>, CHAPITRE IV RÉTENTION À DES FINS D'ÉLOIGNEMENT Article 15 alinéas 5 et 6). Cette Directive autorise les États membres à enfermer un innocent SANS-PAPIER jusqu'au 18 mois dans des centres de rétention. Ces centres régis par l'arbitraire total sont pires que les prisons. Car en prison, on a au moins droit à voir un avocat ou à recevoir une visite. Ce qui n'est guère le cas des centres de rétention. Avec de tels "exploits", qui oserait dire que l'Union Européenne n'a pas de "valeurs" ? Au-delà de la cosmétique et des proclamations fumeuses et grandiloquentes, la question est de savoir LESQUELLES ? Pour terminer cette partie avec une pointe d'humour, si les Aztèques, les Incas ou les Mayas avaient instauré des visas, des "contrôles aux frontières", une "maîtrise des flux migratoires", on n'aurait pas parlé aujourd'hui d'Amérique dite latine ou d'Amérique du Nord dite anglophone ou francophone !

[xxii] Il faudrait se demander pourquoi ce mensonge de l'indépendance énergétique perdure. Peut-être que cela arrange aussi une grande partie de la population en France. Cette dernière profite bien d'une énergie bon marché lui permettant d'actionner des brosses à dent électriques ou des appareils en veille sur simple télécommande à partir du lit ou du canapé, tandis les populations du Niger, où l'uranium est extrait, n'ont pas accès à la lumière, sinon au plus avec des bougies ou des lampes à pétrole. Au contraire, de la société française AREVA, elles ne reçoivent que des miettes, du cancer et des leucémies. Le fossé du niveau de vie entre les peuples de ces peuples est plus expliqué par le pillage, l'échange inégal, le fardeau de la "dette" que par la différence des niveaux de productivité. Cette question nécessiterait à elle seule un document.

[xxiii] Ce régime n'a dû sa survie en 2008 contre une incursion des troupes venant du Soudan que grâce à l'intervention de l'armée française. L'aéroport de la capitale avait été occupé. Les combats eurent lieu même dans le palais présidentiel. Ce sont les bombardements des avions Mirage français venant de la ville d'Abéché dans le Nord du pays et des autres bases françaises en Afrique qui ont fait fuir les assaillants. Durant mon séjour au Tchad en 2009, j'ai vu les impacts de balles sur les bâtiments du parlement qui témoignent de la violence des combats.

[xxiv] Cela ressemble à s'y méprendre à la guerre entre le Sud-Soudan et le régime de Khartoum où les lignes de front recoupaient exactement les limites des gisements pétroliers !

[xxv] http://grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2013/na_2013-01-15_fr_b-rouppert.pdf. Il y aurait aussi une désinformation sur l'effectif militaire français sur le terrain évalué à quelques centaines au début. Il dépasserait actuellement 3 000 individus et risque d'être encore renforcé.

[xxvi] <http://www.lariposte.com/jean-luc-melenchon-et-la-guerre-en,1585.html>.

[xxvii] Ce sont des pays dominés en réalité riches avec des populations pour l'essentiel pauvres, sauf les bourgeoisies locales sous-traitantes de l'exploitation de "leur" propre peuple. La base sociale des Verts-Écologistes, une petite-bourgeoisie salariée de l'appareil d'État, vit de racket de ces peuples par l'impérialisme.

[xxviii] Cette trouille serait plus compréhensible intellectuellement (pas forcément légitime !), si elle s'adossait sur un athéisme, sur une libre pensée ou bien sur un agnosticisme. Or elle se justifierait par une prétendue hiérarchie ou une dichotomie entre l'islam et le christianisme. C'est le moment de rappeler à ces trouillards, à ces islamophobes, à ces intégristes-laïcards :

- Que les trois religions dites révélées, oh pardon les trois religions du Livre (Judaïsme, Christianisme Islam) sont nées dans une même région EN DEHORS DE L'EUROPE : la vallée du Jourdain et l'Arabie ;
- Que ces trois religions possèdent le MÊME CORPUS DOCTRINAL : à savoir le Pentateuque, l'original en est le Judaïsme que l'on se réfère à la Torah de Jérusalem ou à celle de Babylone. Les deux autres religions n'en sont que pour une grande partie des copies quelques millénaires plus tard.

[xxix] Je ne me rappelle pas plus les termes de Voltaire dans Candide où il exprima des saillies abjectes contre ce qu'il appela les "Mahométans". Il n'épargna pas non plus les Juifs, les Noirs en général les peuples dits de couleur. Il justifia la TRAITE des Noirs. Bref, il était une ordure raciste et antisémite (<http://contreculture.org/AG%20Voltaire.html>), hélas toujours célébrée dans le "pays des Droits de l'Homme". Voltaire eut des mots plus durs envers l'arrière grand-père portugais de Mendès France que le plus jeune député de France en 1956 attaquant odieusement Mendès France au parlement pour ses origines juives. Ce "plus jeune député" n'était autre qu'un certain Jean-Marie Le Pen ! Pour finir cette note, il serait important d'insister sur les nuances entre "la Traite" et "l'esclavagisme". Ce dernier a existé presque à l'intérieur de tous les continents comme système politique. A l'exception des Coolies d'Inde (à très moindre échelle), l'Afrique est le seul continent victime de la TRAITE esclavagiste avec environ près de 10 millions de personnes arrachées à ce qui constitue jusqu'au aujourd'hui le BERCEAU de l'humanité.

[xxx] La lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le racisme en général sont toutes les deux consubstantiellement légitimes et intrinsèquement liées. Toute injonction à imposer une dichotomie entre les deux est non seulement moralement scandaleuse, mais politiquement dangereuse.

[xxxi] Comment disait Napoléon, seul un pouvoir imbécile peut se priver d'un instrument extraordinaire de diversion comme la religion. Avec cet exutoire, avec cette projection dans un "au-delà" où les pauvres croient qu'ils seront riches, les derniers croient qu'ils

seront les premiers etc. En attendant, les pouvoirs "ici et maintenant" peuvent être tranquilles ! L'influence de cet opium reste toujours importante malgré la concurrence d'autres opiums tels que le football, la télé, la loterie, face-book, l'i-phone etc.

[xxxii] Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

[xxxiii] Les colonialistes anglais au 19 ième siècle, l'ours polaire russe dans les années 1980, les puissances occidentales au 21 ième siècle après le 11 septembre, tous ces pays ont quitté ou vont quitter l'Afghanistan la queue basse ou la queue entre les jambes !

[xxxiv] Cheikh Modibo Diarra a été un astrophysicien dirigeant des programmes pour la planète Mars à la NASA. <http://www.journaldumali.com/article.php?aid=5647>.

[xxxv] <http://www.rawa.org/index.php>

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN

